

6 Société et Culture

Santé publique/Antituberculeux

Inquiétude autour d'une possible rupture de molécules



Les personnes atteintes de tuberculose sont confrontées à une rupture d'anti-tuberculeux.



Une situation alarmante qui malheureusement ne sera pas résolue dans l'immédiat.

R.H.A
Libreville/Gabon

Il s'agirait d'une rupture des molécules de traitement de premier niveau de la tuberculose. Après une tournée dans les chefs-lieux de provinces, la Coalition de la société civile gabonaise (CSCG) aurait constaté une rupture de médicaments indispensables dans le traitement de cette maladie très contagieuse.

"MALGRE un appui significatif du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme à hauteur de près de trois milliards de francs CFA pour endiguer ce "Torrent

funeste", le ministère de la Santé ne parvient pas honorer ses engagements dont celui de mobiliser au minimum deux cent quatorze millions de francs CFA pour soigner au moins 6.000 patients de premier niveau qui manquent cruellement de médicaments". C'est en substance la communication faite par la Coalition de la société civile gabonaise (CSCG), via un communiqué de presse datant du 26 décembre dernier, au sujet d'une rupture de molécules antituberculeux sur l'ensemble du territoire national. D'après le responsable de cette organisation non gouvernementale (Ong) Guy René Mombo, une tournée à travers le Gabon lui a permis de faire l'amer constat d'une ca-

rence de ces molécules. "Nous avons fait le tour du Gabon et nous avons constaté qu'il y a rupture de molécules de première ligne sur l'ensemble du territoire national. Parmi les localités visitées il y a les chefs-lieux de provinces dont Franceville, Lambaréné, Mouila, Makokou, Koulamoutou, Port-Gentil, Oyem. Et bien entendu, nous avons été à la frontière de la Guinée et du Cameroun. Cette tournée a été appuyée par la récente visite d'une délégation du Fonds mondial au Gabon, qui nous a conduits à la pharmacie du centre de santé de Nkembo. Nous avons constaté ce qui était déjà notifié et bien entendu constaté par les acteurs de la société civile lors de nos investigations", explique M.

Mombo. Du côté du Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT), unité de l'hôpital de Nkembo, spécialisé dans la prise en charge des personnes atteintes de cette maladie, les responsables n'ont pas daigné nous recevoir pour confirmer ou infirmer cette information. Nos multiples tentatives de les rencontrer sont restées vaines. Et pourtant, cette nouvelle, particulièrement alarmante, explose sur les réseaux sociaux. Certains malades rencontrés, hier, à l'hôpital de Nkembo soutiennent cette thèse d'une rupture. Ils disent être contraints de passer par certains réseaux obscurs pour avoir leurs médicaments. "Il m'a été

dit que les malades internés sont les seuls prioritaires. Pour le reste il faut se rendre dans certaines pharmacies telles que celles de Nkembo, Sainte Marie et les Forestiers où quelques molécules seraient disponibles. En sachant que la plaquette est vendue à 10.000 francs et la boîte à 25.000 francs. Sinon nous avons des contacts avec des commerçants qui ont certains médicaments qui viennent du Cameroun ou même d'Afrique de l'Ouest", a laissé entendre une patiente en consultation. Reste à savoir si ces médicaments en provenance de l'étranger sont aux normes requises par l'Organisation mondiale de la santé...

Réaction du ministère de la Santé

...Nous n'aurons les médicaments que probablement dans trois à six mois...

R.H.A
Libreville/Gabon

"IL y a effectivement rupture de quelques molécules liées au traitement antituberculeux. Cette carence n'est pas propre au Gabon, c'est une situation mondiale qui, aujourd'hui, touche la Guinée équatoriale, le Cameroun et les autres pays de la sous-région". Telle est en substance la réponse du ministère de la Santé par l'entremise de son secrétaire général adjoint 2, Dr Guy-Patrick Obiang, à la rupture des molécules antituberculeux. D'après lui, "tous les pays concernés par cette maladie connaissent des ruptures d'antituberculeux". La cause de cette situation résiderait au niveau "de l'usine de fabrication de ces médicaments située en Chine, qui est d'ailleurs le plus grand fabricant". Celle-ci connaît une pollution dans la chaîne de



Guy-Patrick Obiang, SGA2 au ministère de la Santé : inquiet.

fabrication de ces médicaments explique le SGA2. Alertés par cette situation, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds mondial se sont associés à l'Etat gabonais pour trouver des mesures urgentes. La difficulté ne résiderait donc pas au niveau du financement, ce d'autant plus que cette question aurait été réglée par le gouvernement. "Les fonds que l'Etat a dégagés sont biens disponibles et nous

attendons l'aval de nos partenaires de l'OMS et du Fond mondial qui sont à la recherche d'autres usines pour que nous puissions procéder à un achat de médicaments de qualité. Nous préférons cette option, parce que nous avons découvert qu'il y avait un trafic de faux médicaments antituberculeux", révèle le Dr Guy-Patrick Obiang. Cette problématique liée à la rupture d'antituberculeux a entraîné l'ac-



Le ministère de la Santé en association avec les partenaires à la santé sont à pied d'oeuvre pour résoudre le problème.

croissement de réseaux de commercialisation de faux médicaments provenant des pays voisins, qui sont non conformes à l'OMS. Lesquels médicaments étaient vendus à la pharmacie de l'hôpital de Nkembo et ailleurs. Malheureusement, cette situation ne sera pas résolue dans les plus brefs délais. "Nous sommes très inquiets par rapport aux délais de livraison. Même si l'usine qui fabrique ces médicaments règle son

problème de pollution nous n'aurons les médicaments que peut être dans trois à six mois. C'est pourquoi l'OMS est en train de chercher des pays qui ont des stocks importants d'antituberculeux capables de dépanner le Gabon. Les ressources financières qui s'élèvent à plus de 200 millions de francs aujourd'hui sont disponibles et nous n'attendons qu'à acheter ces médicaments", conclut le SGA2 du ministère de la Santé.

Ici et ailleurs

•Épidémie
Le choléra en Zambie
Le gouvernement de Zambie a retardé la rentrée scolaire et interdit les rassemblements publics dans tout le pays pour tenter d'enrayer une grave épidémie de choléra qui a déjà causé 61 morts, selon un nouveau bilan officiel publié hier. L'épisode en cours a débuté le 28 septembre dans un quartier de la capitale Lusaka, selon l'OMS, et s'y est rapidement propagée. Les autorités ont annoncé le report de la rentrée scolaire, initialement programmée le lundi 8 janvier, et même instauré un couvre-feu dans le foyer de l'épidémie, c'est-à-dire le bidonville de Kanjama.

•Musée
Un Centre Pompidou à Shanghai



La France et la Chine ont conclu un partenariat pour établir un Centre Pompidou d'art contemporain à Shanghai, a annoncé hier le président français Emmanuel Macron, lors d'une déclaration à Pékin aux côtés de son homologue Xi Jinping. Le musée parisien, qui possède l'une des plus importantes collections d'art contemporain au monde, mène une intense politique d'ouverture à l'international, notamment en Asie. Un protocole d'accord avait été signé à l'été 2017 avec le West Bund Group, un groupe public chinois. L'ouverture au public de ce Centre Pompidou shanghaien était alors envisagée pour début 2019. Une place importante devrait notamment y être accordée à l'art contemporain chinois.

•Box office
"Jumanji" s'accroche à la première place

"Jumanji: Bienvenue dans la jungle", la suite du célèbre film de 1995, conserve la première place du box office nord-américain, selon les chiffres publiés par Exhibitor Relations. Le film de Jake Kasdan sur quatre adolescents perdus dans un jeu vidéo, qui met notamment en scène Dwayne "The Rock" Johnson, a rapporté 37,2 millions de dollars, pour sa troisième semaine d'exploitation et un total de 245,6 millions malgré des critiques assassines. Il devance "Insidious : La Dernière Clé", film d'horreur d'Adam Robitel, une nouveauté et quatrième volet de la saga "Insidious" qui rapporte 29,6 millions de dollars.

Rassembleés par AJT